

Pouvoir d'emprunt

cherche à obtenir aux termes de ce supposé budget un pouvoir d'emprunt qui pourrait atteindre 50 milliards de dollars, soit l'équivalent de \$2,000 de plus pour chaque homme, femme ou enfant du Canada.

Les propositions d'emprunts du gouvernement actuel ont atteint des proportions sans pareil dans les annales du Canada. Par ailleurs, cette énorme somme d'argent sera utilisée à la discrétion du gouvernement, sans que le public ait le moindre droit de regard sur la façon dont elle sera dépensée. Les implications d'un pouvoir de dépense de cette ampleur, libre de toute entrave, sont telles que même les termes «effroyable» et «effrayant» peuvent être trop faibles dans ce contexte.

Non seulement cet énorme chèque en blanc sera à l'origine d'un transfert de capitaux colossal du secteur privé au secteur public mais il révolutionnera aussi le régime politique canadien. Ses effets pourraient se faire ressentir bien au-delà des frontières canadiennes et il pourrait avoir des répercussions internationales néfastes. Étant donné que le très honorable premier ministre a parlé de «nouvelle société», il n'est pas exagéré de supposer que cette restriction de nos libertés à cause de la boulimie du fisc, puisse transformer le Canada du jour au lendemain—de 1981 à 1984—en un état totalitaire où le pouvoir absolu d'un parti remplacerait le régime qui nous confère des libertés et des traditions démocratiques dont nous nous enorgueillons.

On dira peut-être que c'est tiré par les cheveux, que j'exagère, mais je cite à l'appui de mes dires les paroles que l'actuel vice-premier ministre et ministre des Finances a prononcées à un déjeuner-causerie du Canadian Club à l'hôtel Royal York de Toronto, le lundi 2 février 1981. Voici ce qu'entre autres choses, le ministre des Finances a déclaré et qu'on trouve à la page 2, troisième paragraphe, de son discours:

Les hommes et femmes mêmes qui font fonctionner nos usines, qui travaillent dans nos bureaux et qui enseignent à nos enfants constituent la société que nous sommes tant déterminés à préserver. L'économie n'est pas simplement un moyen de production ou la source du PNB. C'est le mécanisme qui permet de répondre aux besoins matériels de la société. La société ne doit donc pas non plus attendre et demander plus que l'économie ne peut effectivement produire.

Je répète: la société ne doit pas attendre et demander plus que l'économie ne peut effectivement produire. J'aimerais que le ministre des Finances soit à la Chambre pour m'entendre lui dire qu'il en est de même du gouvernement, car ce n'est pas mieux quand le gouvernement demande plus que l'économie ne peut produire.

L'ultime résultat? Je trouve la réponse dans le discours du ministre, à la page 2, au quatrième paragraphe, où il dit:

Quand on oublie ou néglige ce lien, le dialogue n'a plus de sens et—l'histoire et les événements actuels partent dans le monde en attestent—les conséquences sont souvent néfastes. Lorsque la société exige plus que l'économie n'est en mesure de fournir, trop souvent les libertés dans l'économie ou la société sont réprimées. On protège l'économie contre la société, ou inversement, ce qui, à l'extrême, conduit au fascisme capitaliste ou à la révolution.

Dans le discours du ministre des Finances, il suffit de remplacer les mots «lorsque la société exige plus» par «lorsque le gouvernement exige plus» et la conclusion est exactement la même: les libertés dans l'économie sont réprimées et cela mène à la révolution. Ces hommes qui dirigent le pays ont réponse à tout et ils nous la donne parfois, en termes voilés, dans des discours à l'extérieur de cette enceinte.

À la page 3, le ministre des Finances poursuit:

Nous ne pouvons, à l'intérieur d'un régime démocratique, nous protéger de nous-mêmes.

Il aurait également pu ajouter: «ou des dépenses et des interventions excessives du gouvernement», et ses conclusions auraient aussi été les mêmes.

J'ai été renversé, à l'instar de bien d'autres Canadiens, j'en suis certain, par la façon dont le ministre des Finances, pages quatre et cinq de son discours, a opposé soit directement, soit à mots couverts, les provinces et les régions de l'Est et de l'Ouest entre elles, ce qui ne favorise guère l'unité canadienne.

Il est évident que les ministres du gouvernement actuel devraient tous s'inscrire au cours de Dale Carnegie sur la façon de se faire des amis et d'influencer les gens, car des déclarations comme celles que le vice-premier ministre a faites à Toronto ne sont pas de nature à promouvoir l'unité dont le Canada a pourtant besoin à ce moment-ci.

Le discours du ministre des Finances est ambigu du début à la fin. À la page 7, il déclare—je cite:

Les restrictions budgétaires progressives visent en partie à rappeler aux Canadiens qu'ils doivent changer d'attitude. Même si notre économie se renforce, nous ne devons pas lui demander plus qu'elle ne peut donner.

Une telle affirmation m'amène à demander quel mobile fait ainsi agir le ministre. Pourquoi demande-t-il justement à notre économie plus qu'elle ne peut manifestement donner? Il ne pourra pas se vanter avec ses collègues d'avoir renforcé l'économie canadienne, et s'il le fait, c'est la preuve qu'il ignore que la politique énergétique nationale a contribué au départ de 60 plates-formes de forage et de 16 plates-formes en service qui ont pratiquement toutes pris la direction des États-Unis. Selon mes informations, à la suite de l'annonce du programme énergétique national, le 28 octobre dernier, 60 puits supplémentaires devaient quitter le pays d'ici le 30 avril prochain. Comment le gouvernement peut-il prétendre renforcer l'économie d'ici la mi-1981 alors qu'un porte-parole de la Canadian Association of Drilling Contractors a déclaré que les équipes qui vont quitter le pays ou qui vont rester improductifs au Canada représentent la moitié de la capacité de l'industrie canadienne en matière de forage et d'exploitation des agissements de pétrole et de gaz? Quand le gouvernement constate que les compagnies pétrolières canadiennes coupent jusqu'à 40 p. 100 de leurs prévisions de dépenses pour 1982 du fait de la politique fiscale et énergétique, il est temps qu'il revoie sa politique, non seulement en matière énergétique mais également son budget de dépenses. La politique énergétique nuit tout autant aux provinces atlantiques qu'aux provinces de l'Ouest, ce qui m'amène à demander au gouvernement combien de signaux de détresse il doit voir—pour parler comme les habitants de la Nouvelle-Écosse, avant de réagir? Comme je l'ai dit tout à l'heure, la discorde règne dans le pays pour une quantité de raisons.

• (1640)

Une voix: Même chez les conservateurs.

M. Crouse: Ce n'est pas demain la veille que le rêve de l'autosuffisance énergétique va se réaliser. En ce moment, le véritable bilan du chômage indique au-delà de un million de Canadiens sans emploi. Notre taux d'inflation n'a jamais été aussi élevé. La valeur de notre dollar par rapport au dollar américain n'a jamais été aussi faible. Monsieur l'Orateur, il m'arrive parfois d'espérer—j'entends marmonner en face; d'ici trois semaines à un mois, le député aura sûrement l'occasion de faire un discours et je puis vous assurer, monsieur l'Orateur, que je n'ai pas l'habitude d'interrompre qui que ce soit. Je ne